



## Politique cubaine de Trump : Qu'arrivera-t-il dans les prochains mois?

Par [Arnold August](#)

Mondialisation.ca, 29 juin 2017

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [États-Unis](#)

**« Ses politiques ne pourront pas s'appliquer avant que les nouveaux règlements soient établis, un processus qui, selon un communiqué de la Maison-Blanche, "pourrait prendre plusieurs mois". »**

Le communiqué officiel du 16 juin était à peine émis qu'une opposition à la politique cubaine de Trump, majoritaire à l'échelle du pays, s'enflammait de nouveau. De fait, elle était déjà extrêmement active et bruyante avant que le lieu et la date de la rencontre du 16 juin dans le quartier de Little Havana, à Miami, soient annoncés le 9 juin. En mettant en scène l'événement à Little Havana, Trump prêchait à des convertis; la rencontre n'incluait même pas le reste de la Floride où la majorité des Cubanos-Étatsuniens s'oppose au blocus, ou à tout le moins soutient la politique d'Obama qui l'assouplit. La manière caractéristique de Trump de choisir des événements pour faire passer un message à l'ensemble du pays ne fonctionnera pas. Sa rhétorique de la Guerre froide ne dissuadera pas les forces qui veulent intensifier le commerce et les voyages à Cuba.

Cependant, la politique de Trump n'est pas encore définitive. Selon le communiqué de la Maison-Blanche du 16 juin sur la politique envers Cuba, les départements du Trésor et du Commerce *entameront* le processus de mise en place des nouveaux règlements dans 30 jours seulement. Ses politiques ne peuvent entrer en vigueur avant que les nouveaux règlements soient établis, un processus qui, selon le communiqué, « pourrait prendre plusieurs mois ». Bien des choses peuvent se passer durant ce laps de temps.

### **Pourquoi maintenant?**

Pour bien comprendre la situation, il faut faire un retour arrière. Trump a eu un programme national et international chargé au cours des 100 premiers jours de sa présidence et n'a pas pu s'occuper de Cuba. Ce pays était, et est toujours, dans la controverse. Son propre parti est lui-même divisé. Un grand nombre de républicains membres du Congrès, des politiciens aux niveaux des États et des municipalités, de même que des électeurs républicains soutiennent la politique d'Obama et veulent même ouvrir davantage le commerce et les possibilités de voyage. Ce fut, et cela demeure, un redoutable obstacle pour Trump.

Ainsi, c'est seulement le mois dernier, le 3 mai (après six mois de mandat), qu'il a convoqué une réunion extraordinaire sur Cuba à la Maison-Blanche, à laquelle ont participé notamment ses hauts responsables, le sénateur républicain de Floride, Marco Rubio, et le représentant de la Chambre, Mario Diaz-Balart, qui au départ favorisaient la rupture des relations diplomatiques avec Cuba et la fermeture de l'ambassade des États-Unis à La Havane. Lors de cette rencontre, il était clair que les hauts fonctionnaires à la Sécurité

intérieure et au département d'État voulaient poursuivre la politique d'Obama. En fait, le secrétaire d'État, Rex Tillerson, durant son audience d'approbation devant le Congrès en janvier 2017, a été très équivoque concernant tout changement majeur à la politique d'Obama. Lors d'une autre audience devant la Commission sénatoriale des relations extérieures (Senate Foreign Relations Committee), pas plus tard que le 13 juin dernier, Tillerson est demeuré tout aussi énigmatique à propos d'un recul majeur dans la politique envers Cuba. Selon des sources journalistiques étasuniennes, Tillerson aurait exprimé en privé son soutien à la politique d'Obama.

Le conseiller à la Sécurité nationale, H.R. McMaster et le secrétaire général de la Présidence, Reince Priebus, étaient d'accord avec Trump et Rubio pour adopter « une approche descendante » de manière à contourner l'opposition. Trump a donc confié la rédaction de la politique au personnel de la Maison-Blanche et au Conseil de sécurité nationale, dont le conseiller H.R. McMaster était lui aussi en accord avec l'orientation Trump/Rubio (plutôt que de confier la tâche au secrétaire à la Sécurité intérieure, John Kelley, et au département d'État de Tillerson), avec Marco Rubio et Mario Diaz-Balart comme principaux conseillers. Maintenant, comment Marco Rubio est-il passé du statut de « petit Marco », que Trump ridiculisait durant les primaires, à celui de « grand Marco » meneur de jeu dans la politique sur Cuba? Le sénateur siège au Comité de renseignements du Congrès et il a été l'un des rares à disculper Trump durant les audiences du Comité où témoignait Comey en juin. Est-ce la raison pour laquelle Rubio a obtenu cette position privilégiée? Dans quelle mesure Rubio sera-t-il indispensable dans les prochains mois?

### **La politique de Trump est un compromis entre les tenants de la ligne dure et les mouvements antiblocus**

En dépit du fait que Rubio et les partisans de Batista réunis dans le Little Havana de Miami aient voulu rompre les relations, ils n'ont pas réussi et personne ne s'en est plaint. Bien que Trump ait précédemment fait allusion à une volte-face, il n'a pas annoncé une rupture des relations diplomatiques, même s'il s'agit de la pierre angulaire de la politique d'Obama, ce qui est excellent. Toutefois, pour contrebalancer cette attitude, Trump a considérablement renforcé son discours contre Cuba et introduit d'importantes restrictions dans le commerce et les voyages, lesquelles freinent l'initiative d'Obama. C'est son compromis. Cependant, maintenant que Trump est de retour à Washington et à la réalité, il doit affronter l'opposition à sa politique cubaine largement répandue dans l'ensemble du pays, une position diamétralement opposée à celle de Little Havana.

### **Certaines contradictions économiques auxquelles le gouvernement Trump devra faire face**

L'un des retournements concerne le droit des Étasuniens de voyager à Cuba dans la mesure où ils le font en respectant l'une des 12 catégories, par exemple, des motifs religieux ou culturels. Obama avait assoupli ces conditions en permettant aux Étasuniens d'agir de bonne foi. Avec la politique de Trump, ils devront désormais prouver qu'ils s'inscrivent dans l'une des catégories avant leur départ et voyager en groupe. Cela complique les choses non seulement pour les citoyens étasuniens, mais aussi pour le département du Trésor. Comment faire appliquer ce règlement en particulier au moment où Trump veut restreindre ce type de dépense? Selon des sources de la Maison-Blanche autorisées à breffer des journalistes sous le couvert de l'anonymat, d'autres quelques catégories de déplacements autorisés demeureront ouvertes aux particuliers. Trump est-il pris dans une impasse ou montre-t-il un peu d'ouverture entre Rubio et lui-même?

En faisant la promotion de la politique de Trump, Rubio a donné un exemple de leur tentative de favoriser des propriétaires de gîtes touristiques (Bed and Breakfast) privés plutôt que des hôtels étatisés. Toutefois, si, dans l'espace de quelques mois, la politique de Trump permet de compliquer les déplacements vers Cuba, comment les clients potentiels de ces gîtes touristiques s'y rendront-ils? De plus, on ne s'attend pas à ce que la puissante entreprise de réseautage Airbnb accepte ces conditions sans réagir, pas plus que les principales compagnies aériennes étasuniennes ou le géant du voyage en ligne Expedia qui vient tout juste de conclure une entente avec les hôtels cubains!

En regard de la politique de Trump visant à interdire les séjours dans les hôtels appartenant au Groupe d'administration d'entreprises contrôlé par les Forces armées (GAESA, selon l'acronyme espagnol) quelle sera la tâche des rédacteurs au cours des prochains mois? Le géant hôtelier Starwood a récemment ouvert un Sheraton Four Points à La Havane en collaboration avec Gaviota, l'une des principales entreprises touristiques des Forces armées (le Four Points appartient à 49 % à Hyatt et à 51 % à Gaviota). Si ces hypothétiques nouvelles règles annulent définitivement cet accord, Robert Muse, l'un des plus importants avocats chargés du blocus, prétend qu'elles contreviendraient au cinquième amendement de la Constitution des États-Unis. Cet amendement stipule que nul ne peut être dépossédé de propriété sans compensation. Trump prend peut-être conscience de la gravité de la situation, étant donné qu'il n'interviendra pas dans cette transaction. Même si l'hôtel était autorisé à continuer ses activités comme il le fait maintenant, Trump affrontera le ridicule d'une situation qui interdit aux États-Uniens de séjourner dans le seul hôtel étasunien de Cuba!

De plus, comment réagira le département du Trésor des États-Unis si des visiteurs étasuniens souhaitent prendre une bouchée ou boire un verre à l'iconique Sloppy Joe's Bar ou au tout aussi emblématique Floridita dans la Vieille Havane, en ignorant qu'ils sont tous deux exploités par le Groupe d'entreprises sous le contrôle des Forces armées? Si le département du Trésor adhère bêtement à la directive du 16 juin de Trump, les États-Unis priveront les visiteurs étasuniens de l'accès à ces restaurants/bars emblématiques, souvenirs de la présence étasunienne à La Havane avant la Révolution.

Tandis que la nouvelle politique sur Cuba alimentée par Rubio vise à gagner l'appui des Cubanos-Étasuniens, le GAESA contrôle aussi une grande part du secteur financier de Cuba, y compris les envois de fonds. Ainsi, par inadvertance, Trump pourrait être confronté à des Cubanos-Étasuniens qui, ravis de sa politique cubaine annoncée le 16 juin, s'apercevront bientôt qu'elle va à l'encontre même de leurs propres intérêts familiaux.

Le secrétaire d'État Tillerson n'est peut-être pas le seul des conseillers de Trump en contradiction au moins partielle avec la nouvelle politique. Pas plus tard que le 17 mai 2017, après la rencontre du 3 mai à la Maison-Blanche, le secrétaire à l'Agriculture des É.-U., Sonny Perdue, promettait son appui à l'expansion du commerce agricole avec Cuba lors d'une audience devant le Comité de l'agriculture de la Chambre des représentants ([House Agricultural Committee Hearing](#)). Le secrétaire Perdue est depuis longtemps un tenant de l'expansion du commerce agricole avec Cuba. Il a exprimé son soutien lors de son audience d'approbation devant le Sénat, tout comme à l'époque où il était gouverneur de la Georgie, après avoir accompagné une délégation commerciale à Cuba. Ceci ne représente qu'une partie de l'ensemble de la situation qui démontre que les États agricoles du Midwest qui ont voté pour Trump sont aussi à la conquête du marché cubain pour leurs exportations.

Le GAESA contrôle de plus le nouveau port à conteneurs moderne de Mariel sur la côte nord-

ouest de Cuba. Cependant, les ports des États-Unis sur la côte du golfe du Mexique et le port de Virginie ont signé des lettres d'intention pour travailler avec ce nouveau terminal. Que feront-ils?

### **Et les incohérences politiques**

Le 16 juin, Trump insistait sur le besoin de renforcer rigoureusement la législation des États-Unis sur le blocus. Il faisait sans aucun doute référence, entre autres, à la *Loi Helms-Burton* de 1996, signée par Bill Clinton. Elle étendait le blocus encore plus avant en zone extraterritoriale que la précédente *Loi Torricelli* de 1992. La loi de 1996 pénalise des tiers pays qui transigent avec Cuba, comme nous l'avons vu récemment dans le cas de Honda Canada que le gouvernement Trump a condamné à l'amende pour avoir transigé avec Cuba, contestant ainsi la souveraineté canadienne.

Cependant, la *Loi Helms-Burton* stipule aussi que le gouvernement des États-Unis ne peut signer aucune entente avec Cuba tant que Fidel ou Raúl Castro est au pouvoir. Puisque Raúl est chef d'État, est-ce à dire que Trump viole cette législation? Même si la question est ironique, la situation démontre que la politique de Trump est un compromis et qu'il est sur la défensive, qu'il camoufle par sa rhétorique. L'incohérence peut-être la plus évidente est la suivante : si le régime cubain est si affreux, et il l'a décrit de manière délirante, pourquoi alors maintenir des relations diplomatiques avec Cuba et une ambassade à La Havane, et même inviter Cuba à la table des négociations, même si ça sent l'hypocrisie?

Le 16 juin, Trump a aussi tenu à pointer du doigt le Venezuela. C'est un autre exemple de grossière ingérence dans les affaires internes d'un pays de l'Amérique latine, comme il l'a fait avec Cuba. L'Organisation des États américains (qui comprend tous les 35 pays de l'hémisphère, sauf Cuba) tient une rencontre du 19 au 21 juin à Cancún, au Mexique. C'est la session ordinaire de tous les ministres des Affaires étrangères et les États-Unis sont donc représentés par le secrétaire d'État Tillerson. Quelle sera la réaction des États membres? Les effusions arrogantes de Trump du 16 juin pousseront-elles de plus en plus de pays à se prononcer contre l'ingérence des États-Unis dans la région, entraînant de ce fait un effet boomerang sur l'annonce de Trump? Le 18 juin, il a été annoncé que Tillerson ne participerait pas lui-même au sommet de l'OEA à Cancún. Il serait remplacé par Kevin Sullivan, représentant des É.-U. par intérim à l'Organisation des États américains et par Michael J. Fitzpatrick, secrétaire général adjoint aux Affaires andines, brésiliennes et du cône Sud.

Il faut rappeler que l'opposition unanime des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes à la politique des États-Unis envers Cuba au cours des dernières décennies a été l'un des facteurs qui ont incité Obama à établir des relations diplomatiques avec Cuba en décembre 2014. Durant la présentation de Trump du 16 juin à Miami, le langage corporel de Tillerson écoutant le président semblait indiquer une approbation très réticente de la nouvelle politique envers Cuba. Avait-il à l'esprit la réunion à Cancún et ce à quoi il serait confronté comme conséquence de la politique malavisée de Rubio envers Cuba?

### **Il est encore temps d'agir**

Sitôt le discours de Trump terminé, Engage Cuba, la principale coalition contre le blocus, soutenue par des formations politiques et commerciales bipartites partout au pays, a émis une déclaration. Elle concluait comme suit : « Aujourd'hui, c'était le discours. Demain, nous retournerons au travail. » C'est le principal message que portent mes paroles, comme toute

première réaction à la politique de Trump. Les forces en présence aux États-Unis – du milieu des affaires à l'industrie du voyage, et de la communauté des érudits/éducateurs, en passant par les politiciens jusqu'aux militants de base – ont encore plusieurs mois pour tenter d'influencer la situation en faveur d'une ouverture plus vaste pour les voyages et le commerce, avec comme objectif de lever ensemble le blocus. Il est possible d'y parvenir en tirant parti des contradictions du gouvernement Trump et de l'ensemble de son parti, et en étant inspiré par l'opposition étasunienne au blocus majoritaire. Cette position est soutenue par les peuples qui, partout dans le monde, reconnaissent le droit de Cuba à l'autodétermination et à la souveraineté. Ils s'opposent fermement à la tentative des États-Unis de s'ingérer dans les affaires internes de Cuba pour la forcer à « changer » en conformité aux désirs des États-Unis.

Entre-temps, quelques heures seulement après l'annonce de Trump, le gouvernement cubain émettait une déclaration ferme indiquant que, tout comme c'était le cas depuis 1959, Cuba refusait de s'incliner devant les menaces des États-Unis. Le gouvernement disait aussi être d'accord pour poursuivre un dialogue respectueux avec les États-Unis sur des sujets de préoccupations communes sur la base du respect mutuel. Ce choix de s'asseoir à une table n'aurait pas été possible si Trump n'avait pas été forcé au compromis, et par conséquent de maintenir des relations diplomatiques avec Cuba. De plus, Cuba étant très au fait des politiques étasuniennes internes n'a pas pointé Trump du doigt, mais a plutôt mentionné qu'il était une fois de plus mal conseillé.

Le 19 juin, le ministre des Affaires étrangères cubaines, Bruno Rodríguez, a donné une conférence de presse internationale largement diffusée de Vienne qu'il visitait dans le cadre d'une tournée diplomatique européenne. En parlant de l'annonce faite par Trump le 16 juin, sa présentation passionnée, mais détaillée, suivie d'une période de questions et réponses, a provoqué une onde de choc à Cuba et parmi des millions de gens à travers la planète. Il a déclaré : « Ce fut un spectacle grotesque, issu de la Guerre froide, devant un auditoire restreint, composé de vieux sbires et de voleurs sous la dictature de Batista, de mercenaires de la brigade de Playa Girón, de terroristes, de politicards et de profiteurs. » Il donnait pour exemple : « ... parmi lesquels se trouvait un terroriste arrêté en 1995 en Californie en possession d'un arsenal d'armes destinées à perpétrer des actes violents, qui fut impliqué dans un attentat contre le président Fidel Castro Ruz en 1997. » En faisant référence à une personne mentionnée et plusieurs fois louangée par Trump, il a ajouté : « Il a participé personnellement à l'assassinat du célèbre combattant révolutionnaire Frank País et à celui de son compagnon Raúl Pujol. » Le ministre a été très clair :

« Il est tout à fait infantile de penser que cette politique pourrait séparer le peuple du gouvernement ou les citoyens de nos glorieuses Forces armées révolutionnaires et de notre ministère de l'Intérieur, qui constituent le peuple en uniforme. Au contraire, ces mesures renforcent notre patriotisme, notre dignité, notre décision de défendre coûte que coûte l'indépendance nationale dans l'esprit de José Martí, Antonio Maceo et Fidel Castro Ruz. »

En même temps, il a ajouté :

« Je réaffirme la volonté de Cuba de poursuivre le dialogue respectueux et la coopération sur des sujets d'intérêt mutuel et de discuter des questions bilatérales en suspens avec les États-Unis, sur la base de l'égalité et du respect absolu de notre indépendance et de notre souveraineté. »

Cette situation de dialogue possible et le fait que le processus prendra plusieurs mois, tout en faisant face à l'intensification des pressions antiblocus, sont des aspects positifs d'un 16 juin par ailleurs très sombre.

**Arnold August**, 29 juin 2017

**Arnold August** est un journaliste canadien et l'auteur de trois livres sur Cuba, le plus récent étant Cuba-U.S. Relations: Obama and Beyond, qui comprend une analyse de la politique cubaine de Trump en cours d'élaboration. En français :

[http://arnoldaugust.com/index\\_fr.html](http://arnoldaugust.com/index_fr.html)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Arnold August](#), Mondialisation.ca, 2017

---

Articles Par : [Arnold August](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)